

Département : Tarn-et-Garonne

Arrondissement : Castelsarrasin

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA LOMAGNE TARN-ET-GARONNAISE
82500 BEAUMONT DE LOMAGNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 01 OCTOBRE 2026

Nombre de membres en exercice : 51

Nombre de membres présents : 45

Nombre de suffrages exprimés : 45

VOTE : Pour : 45

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation au vote : 0

L'an deux mille vingt-six et le jeudi 1^{er} octobre à dix-huit heures,
le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise régulièrement convoqué,
s'est réuni à la salle des fêtes de LARRAZET, sous la présidence de Monsieur Patrick PRADINES.

Date de la convocation du Conseil Communautaire : vendredi 25 septembre 2026

Monsieur Christian MAILFERT a été nommé secrétaire de séance.

Etaient présents :

Jacques BIASOTTO. Fabien SALVADORI. Jacqueline TONIN. Corinne DUPONT. Rémi DAHAN. Sandrine CAYRON.
François CHAUBET. Kezerine VAN DER MAESEN. Didier MARCQ. Emilie AYRAULT. Thierry MARTIN. Christian MAILFERT.
Laëtitia LAUZA. Jean-Luc DEPRINCE. Béatrice BIGOU MARTI TURULL. Pierre CAMBOU. Jean-Luc ISSANCHOU. Philippe
DEL MARCO. Alain SANCEY. Carole BOURGEOIS. Bernard DIANA. Jean-Claude SENTIS. Patricia SIGAUD. Jean-Marc
NICOLAS. René THAU. Jean-Louis COUREAU. Dominique GUIRAUD. Brigitte HYGONENQ. Christian COLMAGRO.
Karine RIÈGES. Lucas SAZY. Colette GINESTE. Jean-Michel LEFEBVRE. Joëlle GOURMELON. Jean-Luc CANDELON.
David AUGUSTE. Patrick PRADINES. David IRAGUE. Marc LAPORTE. Geneviève DUILHÉ. Christian LAGARDE. Sylvain
LAFARGE. Pierrette GALLINA

Etaient absents et représentés par leur suppléant :

Alain FALGAYRAS représenté par Isabelle MAILLARD
David GIRON représenté par Michel GALVANI

Etaient absents ou excusés et non représentés :

Gérard LATAPIE
Jean-Louis DUPONT
Philippe TONIN
Joël CASTELS
Yves MEILHAN
Pascal GUERIN

OBJET : Modification des intérêts communautaires de la CCLTG (participation financière au dispositif de lutte contre les Violences Intra Familiales)

Annexe à la présente délibération : récapitulatif des intérêts communautaires de la Communauté de Communes de la Lomagne Tarn et Garonnaise au 1^{er} octobre 2026 (après modification)

VISAS

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°20241211D01 du 11 décembre 2024 relative à la définition des intérêts communautaires de la Communauté de communes de la Lomagne Tarn et Garonnaise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°20240627D23 du 27 juin 2024 relative à l'approbation de la convention triennale de partenariat portant sur le dispositif départemental de coordination des violences intrafamiliales ;

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le président rappelle que depuis 2024, la CCLTG est signataire d'une Convention triennale de partenariat relative au fonctionnement du dispositif départemental de coordination des violences intrafamiliales (porté par l'UDAF de Tarn-et-Garonne). Conformément à cette convention, la CCLTG s'est engagée à verser à l'UDAF de Tarn-et-Garonne une subvention annuelle de 3 000 euros.

Cette participation financière correspondant à la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire » de la CCLTG, il convient de préciser les intérêts communautaires de la CCLTG.

Le Président propose que l'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « Action sociale d'intérêt communautaire » soit le suivant :

- Action en faveur de l'emploi, de l'insertion et de l'accompagnement des jeunes par le biais :
 - o D'une participation financière au Point Information Jeunesse situé sur la commune de Beaumont-de-Lomagne ;
 - o D'une participation au financement de la mission locale de Tarn-et-Garonne ;
 - o D'une participation financière auprès de l'Association Socio Culturelle (ASC) pour le référent jeunesse
 - o *D'une participation financière au dispositif départemental de lutte contre les Violences Intra Familiales porté par l'UDAF de Tarn-et-Garonne.*

DÉLIBÉRATION

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- **DEFINIR** les intérêts communautaires tels que proposés ;
- **PRECISER** que cette définition de l'intérêt communautaire entrera en vigueur dès transmission effective de la présente délibération en préfecture ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

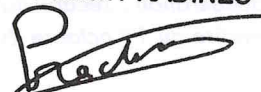
Ainsi fait et délibéré, le 1^{er} octobre 2026

Le secrétaire de séance
Christian MAILFERT



Le Président
Patrick PRADINES

**Communauté de Communes
de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise**
Le Président :
Patrick PRADINES



ANNEXE A LA DELIBERATION N°20261001 D05 DU 1ER OCTOBRE 2026**RECAPITULATIF DES INTERETS COMMUNAUTAIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
LOMAGNE TARN ET GARONNAISE AU 1^{ER} OCTOBRE 2026**

La notion d'intérêt communautaire s'analyse comme la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau communal.

L'intérêt communautaire est donc une clef de répartition dans l'exercice des compétences. Définir l'intérêt communautaire revient à distinguer, dans une compétence donnée, les actions et les équipements qui continueront à relever du niveau communal, de ceux qui, par leur étendue, leur contenu, leur objet stratégique, leur dimension financière ou leur rayonnement sur le territoire intercommunal, doivent être gérés par la Communauté de communes, et donc lui être transférés.

La notion d'intérêt communautaire doit donc être comprise, pour les domaines concernés, comme un élément complémentaire de la rédaction statutaire des compétences de la Communauté.

L'intérêt communautaire est déterminé par l'assemblée délibérante de l'EPCI à la majorité qualifiée des deux tiers. L'intérêt communautaire doit être fixé dans un délai maximum de deux ans suivant le transfert de la compétence ou de la fusion ; à défaut, la Communauté sera compétente pour l'intégralité de la compétence transférée.

La définition de l'intérêt communautaire d'une compétence par une délibération spécifique distincte des statuts permet une plus grande souplesse pour faire évoluer la ligne de partage.

La présente délibération porte sur les compétences communautaires suivantes :

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
- Politique du logement et du cadre de vie.
- Création, aménagement et entretien de la voirie.
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.
- Action sociale d'intérêt communautaire.
- Création et gestion de maisons de service au public et définition des obligations de service au public y afférents en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Considérant que l'intérêt communautaire de chacune de ces compétences visées ci-dessus doit être défini ;

Considérant que l'intérêt communautaire est défini par le conseil communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés ;

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée de plein droit « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire » est le suivant :

- L'établissement et l'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques conformément à l'article L. 1425-1 du CGCT ;
- La participation à l'élaboration et au suivi du pôle d'équilibre territorial et rural ;

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée de plein droit « Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire » est le suivant :

- La mise en œuvre d'un programme d'actions pour le commerce et l'artisanat ;
- Fédérer les commerçants et artisans autour d'une structure collective pour promouvoir l'offre commerciale et soutenir le tissu économique du territoire.

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « politique du logement et du cadre de vie » est le suivant :

- La mise en œuvre et le suivi d'opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat ou tout dispositif venant s'y substituer.

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « création, aménagement et entretien de la voirie » est le suivant :

- La voirie communale hors agglomération

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire. » est le suivant :

- La construction, l'entretien et le fonctionnement de nouveaux équipements sportifs de portée communautaire qui, en l'absence d'équipement similaire dans la communauté et la reconnaissance qualitative de leurs activités, méritent d'être pris en charge par la communauté.
- L'aménagement, l'entretien et la gestion de la piscine située sur la base de loisirs de Beaumont-de-Lomagne.
- L'aménagement, l'entretien et la gestion de médiathèques accueillant au minimum 5000 entrées par an
- La création, l'aménagement et la gestion d'une école de musique intercommunale.
- La construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire détenant au minimum 500 élèves.

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « Action sociale d'intérêt communautaire » est le suivant :

- La création, l'aménagement et la gestion des maisons de santé pluriprofessionnelles sur la Commune de Beaumont de Lomagne et la Commune de Lavit de Lomagne.
- La création, l'entretien et le fonctionnement des équipements liés à la petite enfance suivants :
 - Les équipements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)
 - Les Relais Petite Enfance (RPE)
 - Les Lieux d'Accueils Enfant-Parent (LAEP)

Conformément à l'article L.214-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et en qualité d'autorité organisatrice de la petite enfance, la CCLTG est chargée, dans le cadre de l'intérêt communautaire défini ci-dessus, de :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de 3 ans et de leur famille, ainsi que les modes d'accueil ;
 - Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de 3 ans ainsi que les futurs parents ;
 - Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ;
 - Soutenir la qualité des modes d'accueil.
- Action en faveur du maintien à domicile des personnes âgées par le biais d'une participation financière au portage de repas à domicile.
 - Action en faveur de l'emploi, de l'insertion et de l'accompagnement des jeunes par le biais :
 - d'une participation financière au Point Information Jeunesse situé sur la commune de Beaumont-de-Lomagne ;
 - d'une participation au financement de la mission locale de Tarn-et-Garonne ;
 - d'une participation financière à l'Association Socio Culturelle (ASC) pour le référent jeunesse.
 - D'une participation financière au dispositif départemental de lutte contre les Violences Intra Familiales porté par l'UDAF de Tarn-et-Garonne.

L'intérêt communautaire attaché à la compétence exercée en lieu et place des communes pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, « Création et gestion de maisons de service au public et définition des obligations de service au public y afférents en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » est le suivant :

- Participation à la mise en œuvre du programme national France Services par la création et la gestion d'une France Services à Beaumont-de-Lomagne.